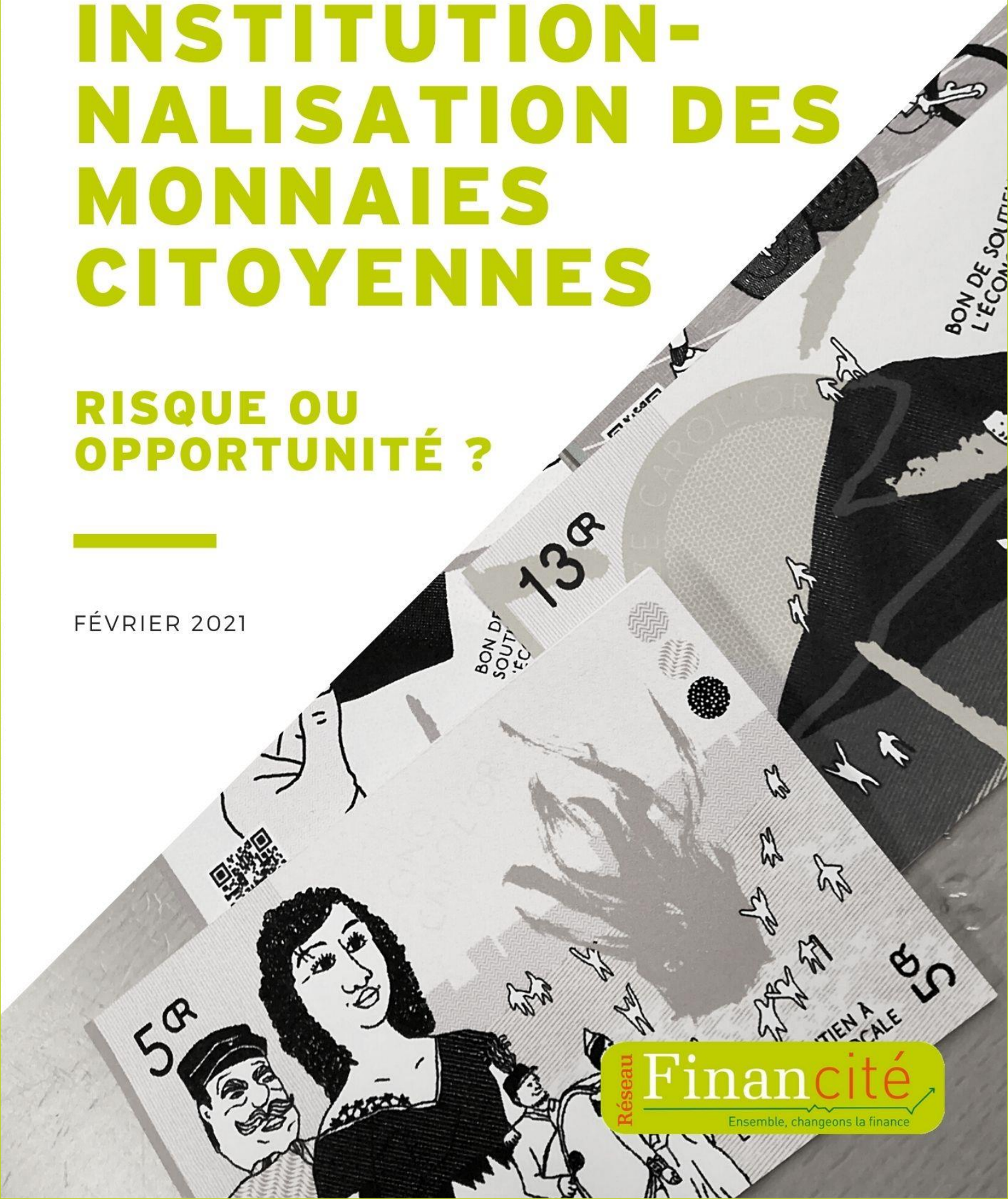


INSTITUTION- NALISATION DES MONNAIES CITOYENNES

RISQUE OU OPPORTUNITÉ ?

FÉVRIER 2021



En Belgique, certains pouvoirs locaux communaux envisagent d'intégrer les monnaies citoyennes dans leur plan de relance économique en réponse à la crise sanitaire. Cette analyse vise à comprendre ce qu'implique cette éventuelle collaboration et tente de situer ces dispositifs citoyens dans le cadre de l'action publique.

En quelques mots :

- La mise en œuvre de chèques commerces sous forme de monnaie locale stimule la création de richesse et améliore la résilience d'un territoire.
- Cet éventuel partenariat soulève des questions quant à la compatibilité entre les deux institutions (pouvoir communal et dispositif citoyen), notamment du point de vue des valeurs portées par le projet de monnaie locale.
- Ce phénomène présente également une opportunité de nourrir plus amplement la réflexion autour de ce projet ambitieux que sont les monnaies locales, en adoptant une approche éducative envers les bénéficiaires de ces chèques.

Mots clés liés à cette analyse : monnaies citoyennes, crise économique

Introduction

La crise sanitaire mondiale actuelle bouleverse sans conteste, notre quotidien et, avec lui, nos modèles économiques. La conjoncture économique pesante qui en découle, menaçant principalement les petits commerces, entraîne une réelle réflexion de la part des pouvoirs publics quant aux modes de paiements alternatifs. En effet, on observe depuis ces derniers mois un réel intérêt pour les possibilités qu'offrent le principe de monnaies locales. Les différentes communes peuplant le paysage belge francophone s'informent, s'entretiennent et les envisagent pour réaliser leurs plans de relances économiques. La plupart de ces dispositifs n'avaient jamais fait l'objet d'une telle sollicitude en Belgique. Cette reconnaissance récente et historique de ces dispositifs comme d'éventuels outils de politique publique pose néanmoins question. Les collectifs citoyens qui gèrent ces monnaies locales doivent-ils collaborer avec des institutions publiques ?

Cette analyse aura donc pour ambition d'aborder ce phénomène d'institutionnalisation¹ des monnaies locales, cette apparition et implication des pouvoirs publics dans des initiatives de groupes citoyens se voulant historiquement

¹ Signifiant dans son acception la plus simple, le fait de donner un aspect officiel, un caractère légal, voire même un lien avec les administrations d'un Etat. (L'internaute)

autonomes et « bottom-up² », et de comprendre par conséquent, ce qu'implique l'intégration des monnaies locales dans le cadre de l'action publique.

1 Les monnaies citoyennes face à la crise sanitaire

La crise actuelle pose de manière assez urgente, l'impératif de relancer l'économie afin de limiter les dégâts économiques auxquels sont exposés les individus en première ligne (baisse du pouvoir d'achat, perte d'emplois, ...), mais accélère également la réflexion quant à la nécessité de s'engager dans une dynamique de transition, où nos modes de consommation et habitudes devraient être repensés³.

Comme l'énonce l'économiste Bernard Lietaer : « *les monnaies locales apparaissent presque toujours en temps de crise et permettent de répondre à des besoins auxquels la monnaie officielle ne permet pas (ou plus) de répondre.* »⁴ L'utilisation de monnaies locales permettrait effectivement de réinsuffler du pouvoir d'achat, du dynamisme et de la richesse dans l'économie locale bénéficiant directement aux petit·e·s commerçant·e·s touché·e·s de plein fouet par la crise. Mais les monnaies locales ont également pour but d'engager les citoyen·ne·s dans une économie plus résistante aux chocs externe (qu'ils soient sanitaires, politiques, écologiques, ...), la principale ambition de ces monnaies alternatives étant de renforcer la résilience d'un territoire.⁵ Les groupes citoyens ne manquent donc pas d'argument pour faire adopter ou faciliter l'adoption de la monnaie locale comme outil de relance face à cette crise sans précédent.

Bien qu'il existe diverses possibilités, le schéma le plus envisagé, est la mise en place de chèques-commerces émis par les pouvoirs locaux, qui seraient remis aux citoyen·ne·s et dépensés dans le réseau des partenaires de la monnaie locale, ce qui entrainerait cette « *garantie de réinvestissement local de la somme* »⁶ sur le territoire communal.

2 Un partenariat gagnant ?

Seulement, alors que certain·e·s adhèrent·e·s aux groupes qui créent et gèrent ces monnaies⁷ se félicitent de cette extension soudaine, d'aucun·e·s font part d'un peu

² C'est-à-dire, produit de l'initiative citoyenne.

³ Blanc, Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales, Terranova, 17 Juin 2020.

⁴ Dalifard, Acheter local c'est bien, payer en local c'est mieux, Réseau transition, 11 Avril 2019.

⁵ Ibid.

⁶ Parlement Wallon, Proposition de résolution, visant à encourager le développement des monnaies complémentaires dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19 et du redéploiement de la Wallonie, 345 (2020-2021) n°1, 18 Novembre 2020, p. 4.

⁷ À ce jour, Financité accompagne 18 groupes, dont 16 ont déjà une monnaie en circulation.

La principale ambition des monnaies locales est de renforcer la résilience d'un territoire.

plus de doutes⁸. La crainte est la suivante : l'initiative des communes pourrait relever peut-être davantage d'une tendance devenant mainstream où les dispositifs constitueraient des « *gadgets* »⁹ plutôt que de réels outils permettant de changer concrètement les modèles de territorialité économique.

Cette implication des communes pose en fait question par rapport aux valeurs sous-jacentes au projet de monnaie locale. En effet, il ne faudrait pas que l'institutionnalisation des monnaies locales vienne dévoyer les groupes citoyens de leurs ambitions et actions premières. Ces questionnements font écho au dilemme plus général quand il s'agit de supporter une cause : vaut-il mieux se contenter d'un petit nombre d'adhérent·e·s fortement engagé·e·s, ou accepter de faire des concessions, être plus consensuel afin de rallier plus de monde à la cause ?

Plus particulièrement, ici, l'inclusion des pouvoirs publics dans le soutien au déploiement de ces dispositifs monétaires implique de mener une réflexion par rapport à la dimension citoyenne du projet, mais également au niveau de l'inclusion des commerçant·e·s partenaires dans les chartes de valeurs propres à chaque monnaie locale.

Premièrement, il faut bien garder à l'esprit qu'initialement, ces monnaies locales sont des initiatives « *bottom-up* », citoyennes, ayant émergé pour répondre à des besoins qui n'étaient plus satisfaits par les schémas traditionnels de production et les pouvoirs publics¹⁰. Cette dimension participative témoigne d'une certaine lassitude et méfiance à l'égard des institutions publiques. Il est donc très important de considérer sérieusement cette « *réappropriation démocratique de la monnaie* »¹¹ par le·la citoyen·ne. Dès lors, en découle la question inévitable émise par Terranova : « Comment garantir la dimension participative de ce type de projet tout en le développant à l'échelle d'une politique publique d'ensemble ? »¹². L'un des enjeux sera donc de garantir la dimension participative des collectifs citoyens et veiller à ce que l'implication des communes ne se transforme pas en une appropriation totale de l'outil, excluant les bénévoles de ce projet de politique publique.

Ensuite, le système de monnaie locale est habituellement régi par un certain nombre de valeurs matérialisées par une charte rédigée par le collectif citoyen, et à laquelle

⁸ Marsac, Les monnaies locales : Folklore ou vrai soutien au commerce local ?, La libre Belgique/Eco, 32ème année, n°24, 24 Octobre 2020, p. 5.

⁹ Duque Gomez, *Monnaies complémentaires, une nouvelle approche du développement territorial. Quel rôle pour les collectivités ?*, Dossier de CITEGO en partenariat avec l'institut Veblen, Novembre 2017.

¹⁰ Blanc et Fare, *Quel rôle pour les pouvoirs publics dans la mise en œuvre de projets de monnaies sociales ?*, XXXes Journées de l'Association d'Economie Sociale, Septembre 2010, Charleroi.

¹¹ *Ibid.*, p.16.

¹² Blanc, *Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales*, Terranova, 17 Juin 2020, p. 2.

les commerçant·e·s doivent adhérer pour faire partie du réseau¹³. Cette charte de valeurs, bien que propre à chaque monnaie, incite généralement les partenaires et citoyen·ne·s à changer leurs habitudes de production et de consommation ainsi que stimule les comportements responsables et vertueux¹⁴.

Seulement, au vu de la conjoncture actuelle, la plupart des interlocuteur·rice·s communaux·ales ne cherchent pas tant à encourager cette transition qu'à maintenir le pouvoir d'achat et la viabilité économique des commerces de leur territoire. Le but de l'action étant de soutenir tout un chacun face à la situation sanitaire, la question de la sélection des commerces participants se pose donc. Mieux vaut-il avoir des valeurs exigeantes et risquer de limiter les prestataires, ou au contraire être moins regardant sur les valeurs, pour permettre d'inclure plus de commerces dans le réseau, et ainsi étendre le dispositif plus largement ?¹⁵ Ce débat déjà présent habituellement dans la mise en place d'une monnaie locale est encore plus prégnant, maintenant que l'objectif des pouvoirs publics est de faire bénéficier leur plan de relance à un maximum de professionnel·le·s. Un défi sera donc de trouver le juste milieu au niveau de l'inclusion, sans toutefois contrevenir aux valeurs fondamentales des monnaies citoyennes et locales.

Ces
partenariats
représentent
une
opportunité
de visibilité.

Cependant, malgré les doutes et les défis qu'engendrent ce phénomène, on ne peut pas nier que ces partenariats représentent une opportunité considérable pour apporter aux monnaies locales un gain en visibilité et, pour certain·e·s en crédibilité¹⁶. Alors que ces initiatives citoyennes demandent sans cesse à être stimulées, nécessitant des efforts considérables des bénévoles en termes de recrutement et démarchage afin d'agrandir le réseau, les partenariats avec les communes faciliteraient, en quelque sorte, cet exercice de communication grâce à leur réseau plus étendu. La crise sanitaire du Covid-10 est donc, malgré tout, une opportunité remarquable pour étendre l'influence de ces dispositifs monnaies, et permettra, outre la force de frappe institutionnelle conséquente, de diversifier également les adhérent·e·s et ainsi sortir de l'effet de « niches », en impliquant des publics d'ordinaire moins enclins à participer à ce genre d'initiatives, notamment par exemple les foyers à faibles revenus¹⁷.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Attout *et al.*, *Guide pratique des monnaies complémentaires*, Réseau financement alternatif, Septembre 2013, Belgique ; Buron, *la monnaie citoyenne, un outil de transition ?*, Vivre-ensemble/éducation, Mars 2016.

¹⁵ Kolb, *Qu'y a-t-il derrière les monnaies locales ?*, Réseau transition, 13 Avril 2019

¹⁶ L'implication des pouvoirs publics sera gage de sérieux pour certain·e·s, un frein pour d'autres.

¹⁷ Blanc, *Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales*, Terranova, 17 Juin 2020 ; Blanc et Fare, *Quel rôle pour les pouvoirs publics dans la mise en œuvre de projets de monnaies sociales ?*, XXXes Journées de l'Association d'Economie Sociale, Septembre 2010, Charleroi, p. 9.

De plus, un tel soutien des pouvoirs publics dans le développement et la maintenance d'un tel dispositif est également un argument de taille, car il permettrait d'asseoir la légitimité des groupements citoyens, ou ne serait-ce que dissiper quelque peu les clichés sur leur apparente marginalité, qui semblent constituer encore un frein à la reconnaissance et au soutien du grand public. Pour ce faire, tout un travail de fond mérite d'être réalisé en ce qui concerne la conscientisation et la sensibilisation de la population à cette manière de consommer autrement. Changer les habitudes en termes de consommation est un défi ambitieux nécessitant d'outrepasser les barrières cognitives empêchant cette remise en question de ce que l'économie ordinaire nous propose. Tout un accompagnement est donc souhaitable afin de concevoir ces chèques-commerces comme des outils de circulation monétaire destinés à soutenir les petit·e·s producteur·rice·s et commerçant·e·s sur le long terme et ainsi engendrer des dynamiques économiques vertueuses, et non pas comme de simples chèques-commerces, bons cadeaux, ce qui aurait pour effet de tomber dans les travers de l'effet « one shot » duquel les dispositifs monnaies souhaitent justement se différencier. Le partenariat avec les communes présente donc une opportunité sans pareille, de mener largement la réflexion à propos des monnaies locales au sein du grand public.

Enfin, de manière plus générale, ce partenariat suit le cours normal d'évolution de ce genre de dispositifs alternatifs. En effet la littérature à ce sujet retraçant leur historique explique que les projets deviennent de plus en plus « multiplexes » car comportent de plus en plus de préoccupations différentes (sociales, environnementales, ...). Il devient donc désormais nécessaire de réaliser des partenariats rassemblant une multiplicité d'acteur·rice·s¹⁸.

3 Rien d'insurmontable...

Si ces partenariats semblent offrir une nouvelle tribune aux projets citoyens, il est vrai que cette mise aux devants de la scène a un coût : celui de se poser la question de l'adaptation aux besoins et impératifs des communes¹⁹. Et en l'occurrence, nécessité faisant loi, de réfléchir aux besoins de relance économique de ces dernières. Cependant les défis que cela représente, ne devraient pas venir éclipser les arguments significatifs en faveur de l'avancement de ce projet en coopération avec les communes, exposé précédemment. Ces défis ne présentent effectivement rien d'insurmontable à condition d'avoir une bonne communication et coordination entre les deux parties²⁰.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Blanc, *Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales*, Terranova, 17 Juin 2020.

²⁰ Financité pratique à ce sujet un rôle d'intermédiaire dans ces projets bipartites.

Au niveau de la charte des valeurs, une option envisageable serait par exemple que les groupes monnaies s'accordent aux besoins de relance économique des communes en acceptant d'être éventuellement plus consensuels au niveau de leur charte des valeurs afin d'inclure un maximum de commerces dans un premier temps, sans exclure la possibilité de rehausser ces standards par la suite. Une illustration de ce phénomène d'assouplissement des critères, encore au stade de réflexion serait l'idée des « prestataires en transition » qui s'engageraient à respecter tous les critères dans un délai raisonnable.

D'autre part, la garantie de souveraineté des collectifs monnaies dans ce procédé d'institutionnalisation est une des priorités autant pour les groupes citoyens, que pour les pouvoirs communaux²¹.

Trouver un terrain d'entente pour permettre ce partenariat semble donc être en bonne voie. Et ces quelques ajustements ne devraient pas se faire au détriment du projet sous-jacent de transition économique porté par les dispositifs monnaies qui savent rester fermes sur leurs valeurs et conditions.

Conclusion

Adopter ou faciliter l'adoption de la monnaie locale comme outil de relance face à cette crise sans précédent ne manque pas d'arguments. Le potentiel des monnaies locales en tant qu'outil de politique publique pour faire face à la situation économique engendrée par le Covid-19 semble élevé.

Seulement, intégrer ces monnaies dans les politiques publiques constitue, nous l'avons vu, un défi de taille, et nécessite quelques ajustements. En effet, les voies de l'économie locale jusqu'ici peu exploitées, vers la transition et la résilience des territoires sont à explorer, et méritent que l'on pose le débat des modalités d'implémentation de celles-ci, si on ne veut pas perdre l'effet vertueux envisagé.

Concilier les ambitions des dispositifs monnaies avec celles des pouvoirs publics semble incontournable. Cependant, les monnaies citoyennes peuvent profiter de cette circulation monétaire inédite grâce aux impulsions des communes sans toutefois dénaturer leur projet citoyen.

L'opportunité qui est offerte d'élever les volumes de monnaies locales à une autre échelle est historique et doit être saisie. Ces partenariats avec les collectivités locales permettront d'accentuer l'impact des dispositifs sur la vie économique, et constituent

²¹ Financité offrira son soutien et son expertise pour réfléchir de concert avec les parties prenantes, afin de s'assurer que les pouvoirs publics adoptent « *le rôle de soutien le plus opportun pour les épauler*²¹ [collectifs monnaies] ».

Concilier les ambitions des dispositifs monnaies avec celles de pouvoirs publics.

un pas de plus vers un système marchand vertueux.

Camille Giegas

Février 2021

Recommandations Financité

En lien avec cette analyse, Financité plaide (notamment via son mémorandum²²) pour :

Placer les monnaies citoyennes au cœur des politiques de développement local : « Intrinsèquement, ces systèmes d'échanges locaux permettent d'amener un public plus large vers les initiatives de circuits courts, de reconsidérer la valeur de nos échanges et de mettre en réseau les différents acteurs d'une économie durable et coopérative. »

Recommandation 54 : Financité demande aux autorités régionales de placer les monnaies citoyennes au cœur des politiques de développement local pour favoriser les filières de circuits courts et les alternatives de consommation, d'épargne et de production locales, équitables, durables, saines, et transparentes :

1. placer les monnaies citoyennes au cœur des politiques économiques régionales ;
2. inciter les communes à s'engager aux côtés des monnaies citoyennes, par exemple en leur permettant d'autoriser le paiement en monnaies citoyennes de petites sommes ou services, comme les sacs-poubelles, la redevance parking, certaines taxes ou des locations de salles.

Placer les monnaies citoyennes au cœur des politiques de cohésion sociale : « Les projets de monnaies citoyennes sont mis en œuvre à partir de valeurs et de décisions prises par des groupes de citoyens, en toute transparence. Ces monnaies agissent également comme des labels de qualité puisque les prestataires adhérents répondent à une charte et à des critères spécifiques à la monnaie considérée. Une attention particulière est portée sur les publics fragilisés pour leur permettre de participer d'une façon ou d'une autre à ces initiatives. »

Recommandation 55 : Financité demande aux autorités régionales de

1. placer les monnaies citoyennes au cœur des politiques de cohésion sociale pour assurer à tous les individus l'accès effectif aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social, culturel et construire ensemble une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous ;
2. soutenir la création d'outils de vulgarisation et de dynamiques de formation à l'attention du grand public.

²² <https://www.financite.be/fr/article/positions-et-memorandums>

A propos de Financité

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyen·ne·s et des acteurs sociaux se rassemblent au sein de Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

L'asbl Financité est reconnue par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.